



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



FILIÈRES CAFÉ CACAO TOGOLAIS

Vers les marchés de niche internationaux

Page 3

CETEF RÉVOLUTIONNE SON AGENDA



Une campagne intégrée pour stimuler les investissements

P.4

CONSULTATIONS NATIONALES



Vers une feuille de route participative et cohérente

P.2



CANALBOX

88 66

Codr de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



Consultations nationales

Vers une feuille de route participative et cohérente

En vue d'élaborer la Feuille de route du gouvernement pour 2026-2031, le gouvernement togolais a lancé le 12 mai 2026, une série de consultations avec les acteurs du développement - Partenaires Techniques et Financiers (PTF), secteur privé, société civile et institutions.

Patience SALLAH

En effet, ce processus intervient après le discours à la nation prononcé par le Président du conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le 27 avril 2026, lors du 66^e anniversaire de l'Indépendance, annonçant l'ouverture d'une phase de consultation avec toutes les parties prenantes.

Toutes ces deux séances se sont tenues le même jour notamment le matin avec les PTF, présidées par Coumba Sow, Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Togo, et par Antonius Verheijen, Représentant résident de la Banque mondiale, coprésidents du groupe des PTF ;

l'après-midi avec le secteur privé avec participation notamment de Dr José Kwassi Symenouh président de la CCI-Togo, Thierry Awesso, Vice-président du Conseil national du patronat et Jonas Daou président de l'Association des Grandes Entreprises du Togo.

Les travaux ont été dirigés par Dr Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil.

Cette rencontre vise à obtenir des avis des parties prenantes sur les défis et les opportunités pour le Togo pendant la période 2026-2031, à déterminer les priorités nationales et à établir les



conditions pour une mise en œuvre réussie de cette nouvelle Feuille de route, en un environnement international caractérisé par de nombreux chocs.

Ce nouveau cadre stratégique est une suite logique de la Feuille de Route 2020-2025, qui profite de tous les acquis économiques et sociaux réalisés au cours de ces dernières années. Il se fonde sur trois grands axes notamment :

- Protéger : renforcer

la résilience nationale,

- Rassembler : renforcer la cohésion et l'inclusion,
- Transformer : moderniser l'économie togolaise pour faire face aux défis du 21^{ème} siècle.

Une démarche participative et inclusive

Dès le début de cette activité, Dr Sandra Ablamba Johnson a tenu à préciser que l'objectif de la démarche est de procéder à une élaboration

inclusive, cohérente et participative conforme aux préoccupations nationales. Elle a fait l'éloge de la réussite de la Feuille de route de 2020 à 2025 en dépit des crises environnementales, sanitaires et sécuritaires.

La Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies, Coumba Sow, s'est réjouie de cette démarche et a renouvelé son intention de mobiliser les institutions partenaires dans la finalisation du processus.

Le processus se continue au cours de consultations avec la société civile et les acteurs régionaux dans la Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savannes, dont les résultats serviront à formuler les programmes de la Feuille de route gouvernementale de 2026 à 2031.

Traitement antirétroviral

3 milliards de francs pour 99 000 bénéficiaires en 2026

(TOGODAILYNEWS) – La lutte contre le VIH/Sida au Togo franchit une nouvelle étape, portée par une ambition assumée : élargir la prise en charge et consolider les acquis d'un combat sans relâche. Les chiffres récents et les projections pour cette année expliquent mieux la dynamique.

Entre 2024 et 2025, le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement antirétroviral (ARV) sur l'ensemble du territoire est passé de 94 820 à 94 605. Une légère inflexion qui caractérise un contexte où le système de santé parvient à mieux contenir l'évolution de l'épidémie.

Cap ambitieux pour 2026

Pour l'année en cours, les prévisions du ministère de la Santé annoncent une mon-

tée en puissance significative. Au total, 99 023 personnes devraient être mises sous traitement antirétroviral, pour un coût global estimé à 3,11 milliards de francs CFA.

Dans le détail, le Grand Lomé concentrera 54 463 bénéficiaires, mobilisant à lui seul 1,7 milliard de francs. La région maritime prévoit 17 824 patients pour une enveloppe de 560 millions, tandis que les Plateaux devraient en compter 10 893 pour 342 millions de francs.



La région Centrale affiche une projection de 5 941 personnes pour un coût de 186,6 millions, suivie de la Kara avec 6 932 bénéficiaires pour 217,7 millions.

Enfin, les Savanes, malgré des effectifs plus modestes, verront 2 971 personnes prises en charge, pour un budget de 93,3 millions de francs CFA.

Une montée en charge structurée

Cette répartition géographique traduit une approche stratégique, fondée sur l'adaptation aux réalités démographiques et épidémiologiques de chaque région. Elle témoigne d'une volonté d'équité dans l'accès aux soins, en garantissant une couverture nationale cohérente.

Les ressources mobilisées pour 2026 indiquent un engagement financier conséquent, à la hauteur des enjeux sanitaires. Au-delà de tout, l'effort reflète une priorité donnée à la santé

publique, considérée comme un vecteur du développement.

En garantissant l'accès aux ARV, l'État agit directement sur la qualité de vie des populations, tout en renforçant la résilience sociale. Une population en meilleure santé est une population plus active, plus productive et mieux préparée à contribuer à la dynamique économique. Les perspectives pour 2026 laissent entrevoir une phase d'accélération dans la lutte contre le VIH/Sida au Togo. L'élargissement de la couverture thérapeutique, combiné à la solidité du système sanitaire, ouvre la voie à une maîtrise accrue de la maladie.

ECO & FINANCES

Qualité Economique du Togo: REC N°0902/15/12/1599AG/0643/01/06/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

FILIÈRES CAFÉ CACAO TOGOLAIS

Vers les marchés de niche internationaux

Le Togo ambitionne d'inaugurer un centre de traitement post-récolte à Abréwankor pour valoriser son cacao et viser les marchés internationaux de niche. Le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) a annoncé la création d'un centre de traitement post-récolte à Abréwankor, dans la préfecture de Wawa. L'information a été rendue publique par son secrétaire général, Enselme Gouthon, lors d'une conférence de presse tenue le 12 mai 2026 à Lomé.

Bernard AFAWOUBO

La construction de ce centre s'inscrit dans le cadre du Plan de développement des filières café et cacao (PDCC), notamment son axe 1 : Amélioration durable de la production, de la productivité et de la qualité. L'objectif est de mettre sur les marchés de niche internationaux 100 tonnes de cacao d'excellence dès la première année, avec une montée en puissance progressive. Le Togo ambitionne ainsi de rejoindre le cercle restreint des

pays producteurs de cacao fin et aromatisé.

D'un coût total de 160 millions F CFA, le projet a été financé sur les fonds propres du CCFCC. Inspiré des modèles camerounais, ce centre d'excellence vise à valoriser la qualité du cacao togolais et à renforcer sa compétitivité.

Installé sur une parcelle de 1,37 hectare, le centre comprend un magasin de stockage de 25 tonnes, un hall de fermentation de 78 m², cinq tunnels de séchage de 10 m chacun, un bloc sanitaire

(4 WC et 2 douches), deux dortoirs et un vestiaire, un système d'adduction d'eau potable et une électrification solaire, et des équipements roulants (2 motos et 2 tricycles) pour la collecte du cacao dans les 13 villages impliqués.

La cérémonie d'inauguration est prévue le 23 mai 2026 à Abréwankor. Elle sera co-présidée par le ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique et le ministre de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire.



Sont attendus le directeur exécutif de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO), le directeur exécutif du Conseil Interprofessionnel des filières Cacao et Café (CICC) du Cameroun, des grands chocolatiers du Club des Chocolatiers Engagés de France, dont le meilleur cho-

colatier du monde, ainsi que les partenaires de la Maison des Evelynes (France). Au cours de la cérémonie, des attestations seront remises aux lauréats du Concours Cocoa of Excellence 2025, qui ont décroché deux médailles d'or dans la catégorie Afrique et Océan Indien.

ECOBANK ET AGRA

Un partenariat stratégique pour transformer l'agriculture africaine

Le Groupe Ecobank et AGRA ont annoncé aujourd'hui un partenariat stratégique destiné à renforcer l'écosystème agricole africain. Signé lors du Africa Forward Summit à Nairobi le 11 mai, ce protocole d'accord associe le vaste réseau bancaire panafricain d'Ecobank à l'expertise approfondie d'AGRA en matière de transformation agricole, afin d'améliorer l'accès au financement pour les entreprises agroalimentaires, les organisations de producteurs et les acteurs clés des chaînes de valeur.

Reconnaissant que l'agriculture constitue l'épine dorsale de l'économie africaine, les deux institutions unissent leurs forces pour relever les défis majeurs liés au financement agricole, à la commercialisation et à la résilience climatique.

« Pour transformer l'économie africaine, nous devons considérer l'agriculture comme un secteur commercial à fort potentiel de croissance, et non comme une activité de subsistance. Grâce à cette alliance stratégique avec AGRA, Ecobank mobilise les capitaux nécessaires pour accélérer le développement des entreprises agroalimentaires à travers le continent.

Nous réduisons les risques du secteur, soutenons les entrepreneurs femmes et jeunes, et contribuons à bâtir un système alimentaire résilient qui portera la prochaine décennie de croissance de l'Afrique » a déclaré Anup Suri, directeur exécutif de la banque commerciale et des particuliers du Groupe Ecobank.

« L'agriculture n'est pas un secteur parmi d'autres pour l'Afrique ; elle constitue le socle de l'ensemble de l'agenda de développement du continent. Alors que les dirigeants africains font progresser la stratégie du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PD-DAA/CAADP) pour la pro-

chaine décennie, ce partenariat avec Ecobank traduit cette ambition en actions concrètes. Depuis plus de vingt ans, AGRA, en collaboration avec ses partenaires, a bâti des preuves, une connaissance approfondie des chaînes de valeur et une expertise de terrain sur les opportunités offertes aux femmes et aux jeunes pour développer des entreprises agroalimentaires performantes. Associer cette expertise à la portée et aux capacités d'Ecobank permet de démontrer, de manière crédible et tangible, que les systèmes alimentaires africains figurent parmi les opportunités les plus prometteuses de notre époque » a ajouté



Alice Ruhweza, présidente de AGRA.

Un cadre global pour la transformation agricole

Le partenariat repose sur plusieurs piliers stratégiques visant à catalyser un impact durable sur le secteur agricole. Ecobank développera et déploiera des solutions financières adaptées, notamment des financements de fonds de roulement, des financements d'équipements et des solutions de financement du commerce. Afin de surmonter les obstacles traditionnels au crédit agricole, les partenaires collaboreront à la mise en place de mécanismes de partage des risques, de garanties et de dispositifs de financement mixte.

AGRA apportera un appui fi-

nancier catalytique, mobilisera les bénéficiaires et fournira une assistance technique afin de renforcer la culture financière, la gouvernance et la capacité d'investissement des PME agroalimentaires et des coopératives.

Accordant une importance particulière à l'autonomisation des groupes marginalisés, le partenariat relie le programme Ellever d'Ecobank aux initiatives Value4HER (femmes dans l'agro-business) et YEFFA (entrepreneuriat des jeunes) d'AGRA, afin d'accroître les financements ciblés et le renforcement des capacités des entreprises dirigées par des femmes et des jeunes. Face à l'impact croissant du changement climatique sur les systèmes alimentaires, la collaboration encouragera activement l'utilisation durable des terres et la mobilisation d'instruments de financement verts pour soutenir des solutions agricoles résilientes au climat.

CETEF révolutionne son agenda

Une campagne intégrée pour stimuler les investissements

L'année 2026 commence sur une note positive au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) puisque le 12 mai a marqué la mise en place de la toute première campagne de promotion intégrée englobant la FIL et tous les grands évènements de l'année.

Yves ATCHANOUVI

La cérémonie de lancement officielle de la campagne de promotion de la Foire Internationale de Lomé (FIL) et des grands rendez-vous de l'année en cours s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, chargé de l'Énergie et des Mines, Robert Koffi Messan Eklo, et de plusieurs personnalités administratives et économiques.

Selon le Directeur Général du CETEF, Dr Alexandre de Souza, l'organisation adopte

désormais une autre dimension puisqu'elle est désormais considérée comme une plateforme permanente de promotion économiques et professionnelles au profit du Togo.

On note plusieurs innovations notamment la plateforme digitale e-fil qui permet entre autres de réaliser sa réservation en ligne ; les rendez-vous B2B pour développer ses affaires ; les rencontres de qualité avec le Bureau qualité ; et le concept FIL Attitude pour améliorer l'identité de la foire.

Il faut rappeler que l'année précédente, 2025, a confir-



mé par son succès le potentiel de cette plateforme avec 1 000 exposants, 813 000 visiteurs, 800 rendez-vous d'affaires, et 200 contrats signés.

Ces chiffres sont la preuve de la confiance des opérateurs économiques et de l'importance stratégique de la FIL dans l'écosystème régional. Pour le compte de cette année, la tenue du Salon de la Santé et du Bien-être est prévue du 23 au 27 juin ; la Foire

Made in Togo du 03 au 14 juillet, avec des manifestations régionales à Sokodé et Aného ; pour la 21e édition de la Foire Internationale de Lomé, elle tiendra toutes ses promesses du 27 novembre au 13 décembre 2026, en apothéose pour cette année, et enfin, pour la Foire de Noël qui se déroulera du 20 au 24 décembre.

Le CETEF ne fait pas qu'agir au niveau national. Il est là pour accompagner les opérateurs

togolais sur des scènes internationales comme la Foire Intra-africaine de la ZLECAF, BIOFACH en Allemagne, et autres expos de Belgrade et Yokohama 2027.

Le CETEF sait ce qu'il veut faire : une démarche méthodique et ambitieuse afin de devenir un outil moderne de développement économique et culturel du Togo.

Sommet Africa Forward

Un rapprochement entre la France et le Kenya qui ouvre de nouvelles perspectives économiques

À l'issue du sommet franco-kenyan, les regards se tournent vers le potentiel de consolidation des relations entre Paris et Nairobi. Au-delà de la dimension diplomatique, cette rencontre met en lumière des enjeux économiques de plus en plus structurants, dans un contexte où le Kenya s'affirme comme l'une des principales portes d'entrée vers l'Afrique de l'Est et où la France cherche à renforcer sa présence sur les marchés africains.

Les échanges entre les deux pays s'inscrivent dans une dynamique de montée en puissance des coopérations dans plusieurs secteurs clés, notamment les infrastructures, l'énergie, les transports, la santé, l'agriculture et le numérique. Pour les entreprises françaises, le Kenya représente un marché stratégique, porté par une économie diversifiée, une population jeune et un écosystème d'affaires en développement rapide.

Un partenariat qui prend de l'ampleur

Ces dernières années, la relation bilatérale s'est progressi-

vement étoffée. Le Kenya attire des investisseurs étrangers grâce à son rôle régional, à son positionnement logistique et à son tissu entrepreneurial en expansion. De leur côté, les acteurs français s'intéressent de plus en plus aux opportunités offertes par le pays, qu'il s'agisse de projets d'infrastructures, de solutions énergétiques ou de services à forte valeur ajoutée.

Le sommet a ainsi permis de remettre en avant des priorités communes : accélération des investissements, soutien aux projets de développement, renforcement des échanges commerciaux et accompagnement des transitions écono-

mique et énergétique. Cette orientation traduit une volonté partagée de faire de la relation France-Kenya un levier concret de croissance.

Des secteurs stratégiques en première ligne

L'énergie figure parmi les domaines les plus prometteurs. Le Kenya, engagé dans une transition vers des sources plus durables, constitue un terrain favorable pour les entreprises françaises spécialisées dans les infrastructures énergétiques, les réseaux et les solutions bas carbone. Les transports et la mobilité urbaine offrent également des perspectives, dans un pays où les besoins liés à l'urbanisation rapide restent considérables.

La santé, l'agriculture et le numérique complètent ce tableau. Dans ces domaines, le Kenya mise sur l'innovation et l'amélioration de ses capacités de production et de service. La France, avec son savoir-faire industriel, technologique et fi-



nancier, peut y trouver un espace de coopération renforcée, à condition d'inscrire son action dans une logique de partenariat de long terme.

Une relation économique à structurer davantage

Si les bases existent déjà, le potentiel reste encore largement sous-exploité. Les échanges commerciaux entre les deux pays demeurent modestes au regard des opportunités disponibles, et plusieurs freins persistent, notamment la concurrence d'autres puissances étrangères déjà bien implantées dans la région.

Pour transformer l'essai, les deux parties devront miser sur des mécanismes plus fluides

de financement, une meilleure visibilité des projets et une coordination plus étroite entre acteurs publics et privés. Le sommet peut donc être lu comme une étape importante, mais non comme un aboutissement.

Un signal politique et économique

En mettant le cap sur le renforcement de leur coopération, la France et le Kenya envoient un signal clair : la relation bilatérale ne se limite plus à la diplomatie, elle s'inscrit désormais dans une logique de partenariat économique plus assumée. Pour les entreprises, les investisseurs et les institutions de développement, ce rapprochement ouvre un espace d'opportunités à surveiller de près.

Le sommet marque ainsi un moment utile pour repositionner les relations franco-kenyanes dans une perspective plus stratégique. Reste désormais à traduire cette volonté politique en projets concrets, visibles et durables.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 13 mai 2026

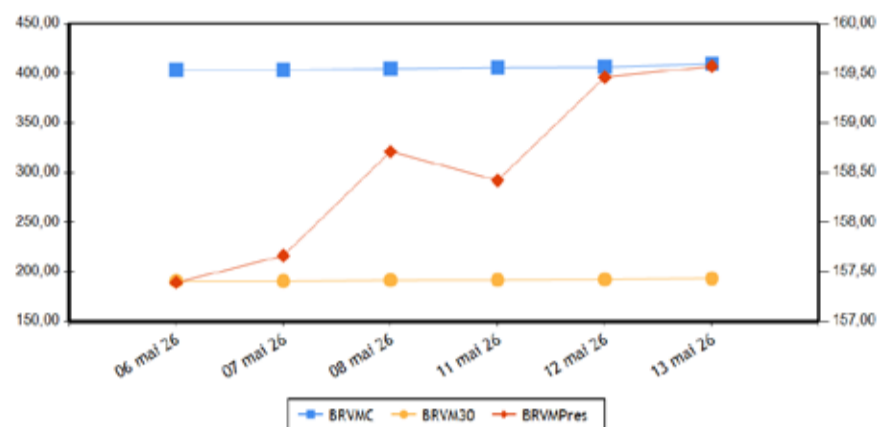
N° 90

BRVM COMPOSITE	409,59
Variation Jour	0,82 %
Variation annuelle	18,46 %

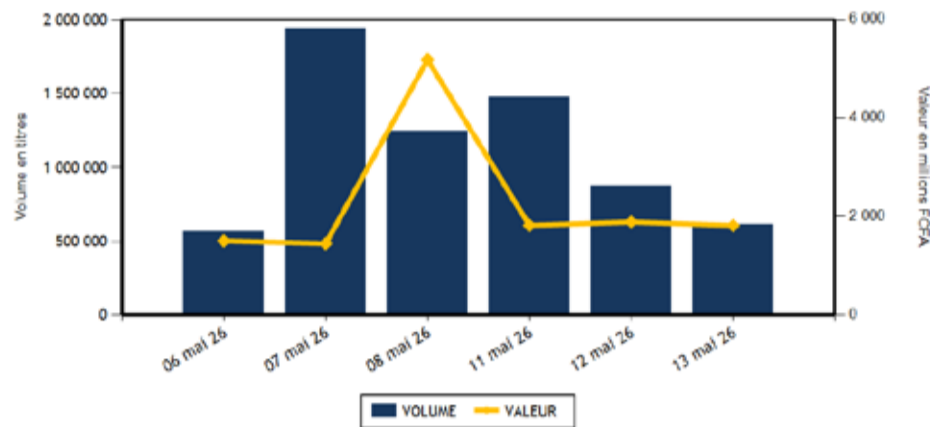
BRVM 30	193,20
Variation Jour	0,54 %
Variation annuelle	16,22 %

BRVM PRESTIGE	159,57
Variation Jour	0,07 %
Variation annuelle	10,62 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 787 909 555 415	0,82 %
Volume échangé (Actions & Droits)	571 172	-33,99 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 378 026 368	-24,51 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	32	39,13 %
Nombre de titres en baisse	13	-27,78 %
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 315 236 825 493	-0,06 %
Volume échangé	44 663	567,21 %
Valeur transigée (FCFA)	438 068 400	583,15 %
Nombre de titres transigés	4	-42,86 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	2 795	7,50 %	110,94 %
UNILEVER CI (UNLC)	60 295	7,48 %	76,17 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	18 700	7,47 %	73,47 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 455	7,44 %	131,60 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 480	7,25 %	3,50 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 575	-6,02 %	7,29 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 850	-4,36 %	-1,72 %
SMB CI (SMBC)	12 295	-3,07 %	29,42 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 995	-2,12 %	28,27 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 395	-1,31 %	30,08 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	159,57	0,07 %	10,62 %	34 593	351 531 760	11,61
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	287,08	1,89 %	31,90 %	469 980	951 019 118	16,31

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	158,14	0,82 %	18,78 %	504 573	1 302 550 878	13,28

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,88	0,03 %	8,41 %	9 413	179 894 765	9,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	180,08	4,19 %	4,08 %	47 042	100 571 575	47,57
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	182,61	0,76 %	25,20 %	372 037	750 216 463	12,96
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	264,12	2,08 %	22,23 %	25 919	128 627 855	13,07
BRVM - INDUSTRIELS	6	188,39	3,09 %	42,36 %	26 313	57 967 780	15,96
BRVM - ENERGIE	4	143,43	0,50 %	29,32 %	18 743	63 147 685	17,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	155,29	0,47 %	46,64 %	5 106	22 124 755	17,11

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,28
Taux de rendement moyen du marché	6,51
Taux de rentabilité moyen du marché	8,51
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 870 184,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 998 635 325,31

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	16,15
Ratio moyen de satisfaction	27,95
Ratio moyen de tendance	173,06
Ratio moyen de couverture	57,78
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	1,78
Nombre de SGI participantes	35

Bénin

32 milliards FCFA mobilisés pour maintenir les prix subventionnés des engrais

Le gouvernement béninois a décidé de reconduire les prix subventionnés des engrais pour la campagne agricole 2026-2027 afin de protéger les producteurs de la hausse des coûts sur le marché international et préserver la sécurité alimentaire du pays. La mesure a été annoncée à l'issue du Conseil des ministres tenu le mercredi 13 mai 2026 sous la présidence de Patrice Talon.

L'État prévoit à cet effet une enveloppe globale de plus de 31,8 milliards FCFA destinée à soutenir les prix de cession des fertilisants aux agriculteurs. Cette intervention publique permettra de maintenir des tarifs identiques à ceux ap-

pliqués lors de la précédente campagne agricole, malgré la hausse des prix observée à l'international.

Concrètement, le sac de 50 kilogrammes de coton restera fixé à 17 000 FCFA, alors que son prix réel sur le



marché est estimé à 23 500 FCFA. Le NPK utilisé pour les cultures vivrières sera également maintenu à 17 000 FCFA contre un coût réel éva-

lué à 24 250 FCFA.

Le gouvernement a aussi décidé de conserver le prix du sac de 50 kilogrammes

d'urée à 15 000 FCFA, bien en dessous du tarif réel de 19 250 FCFA. Les producteurs continueront par ailleurs d'acheter le KCl (Le chlorure de potassium) à 14 000 FCFA le sac au lieu de 17 250 FCFA.

Selon l'exécutif béninois, une application des prix réels du marché risquerait d'affecter fortement la production agricole nationale et de compromettre les efforts engagés pour garantir l'autosuffisance alimentaire. À travers cette mesure, les autorités entendent limiter l'impact des tensions internationales sur les exploitants agricoles et soutenir la stabilité des filières de production.

NIGERIA

Bola Tinubu annonce plus de 11 milliards USD consacrés au service de la dette en 2026

Le Nigeria consacra environ 11,6 milliards de dollars, soit 6 256,76 milliards FCFA, au service de sa dette en 2026, soit près de la moitié des recettes publiques prévues pour l'année. Cette annonce a été faite par le président Bola Ahmed Tinubu lors du sommet Africa Forward organisé à Nairobi au Nigeria.

Face à plusieurs dirigeants africains, investisseurs internationaux et responsables institutionnels, le chef de l'État nigérian a dressé un réquisitoire sévère contre l'architecture financière mondiale, qu'il accuse de maintenir l'Afrique dans une position de dépendance économique et d'étouffer ses ambitions industrielles par des coûts d'emprunt excessifs. Selon les données du Bureau nigérian de gestion de la dette, le Nigeria avait déjà consacré plus de 5,15 milliards de dollars au service de sa dette en 2025.

Il a appelé à une réforme profonde du système financier international afin de permettre aux économies africaines d'accéder à des financements plus abordables et à long terme. Pour le président nigérian, les coûts élevés du crédit constituent aujourd'hui un véritable frein

structurel au développement industriel du continent. "Comment un fabricant africain peut-il rivaliser avec un concurrent européen, asiatique ou nord-américain alors que le coût du crédit dans nos pays est cinq à dix fois plus élevé ?", a-t-il interrogé, selon plusieurs médias présents sur place.

Le chef de l'État nigérian estime que cette situation alimente un modèle économique déséquilibré où l'Afrique continue d'exporter des matières premières brutes : pétrole, minerais, produits agricoles, tout en important des produits transformés à forte valeur ajoutée. Selon lui, la part du continent dans la production manufacturière mondiale reste inférieure à 2%, malgré des décennies d'indépendance politique.

Des réformes économiques "douloureuses mais



nécessaires"

Arrivé au pouvoir en 2023, Bola Ahmed Tinubu a engagé certaines des réformes économiques les plus profondes qu'ait connues le Nigeria depuis plusieurs décennies. Le président a rappelé plusieurs mesures déjà mises en œuvre, à savoir la suppression des subventions sur les carburants ; l'unification du marché des changes ; la recapitalisation du secteur bancaire ; les réformes fiscales destinées à accroître les recettes publiques ; la sortie du Nigeria de la liste grise du Groupe d'action financière. Selon lui, ces réformes ont permis d'améliorer plusieurs indicateurs macroéconomiques du pays. Le ratio

dette/PIB du Nigeria devrait ainsi atteindre 32,3% en 2026, tandis que les réserves extérieures sont annoncées à 45,5 milliards de dollars. Tinubu affirme également que ces décisions ont contribué à restaurer progressivement la confiance des investisseurs internationaux.

Au-delà de la question de la dette, le président nigérian a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de transformer localement ses ressources naturelles et de construire de véritables chaînes de valeur industrielles. "Le Nigeria ne demande pas la charité", a-t-il lancé. Avant d'indiquer : "Nous exigeons un système financier qui permette délibérément à l'Afrique de

s'industrialiser, de transformer ses propres minéraux, de raffiner son propre pétrole brut et de fabriquer ses propres produits pharmaceutiques". Le président a également plaidé pour un soutien accru à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), estimant que le déficit de financement des infrastructures continue de freiner l'intégration économique du continent.

Relevons que le sommet Africa Forward a réuni à Nairobi des dirigeants de plus de 30 pays africains ainsi que plusieurs grandes figures du secteur privé, parmi lesquelles Aliko Dangote, Tony Elumelu ou encore Patrice Motsepe. Les discussions ont porté sur l'intelligence artificielle, la transformation numérique, l'agro-industrie, les investissements, le changement climatique et les stratégies d'industrialisation du continent.

Journée mondiale de lutte contre le paludisme

Le Togo intensifie la lutte contre le paludisme à travers une mobilisation communautaire

Le Togo a célébré en différé le samedi 09 mai 2026 à Afagnan, la Journée mondiale de lutte contre le paludisme autour du thème : « Motivés pour éliminer le paludisme : maintenant nous pouvons, maintenant nous devons ». La cérémonie a été présidée par le Ministre de la santé, de l'hygiène publique, de la couverture sanitaire universelle et des assurances, Monsieur Jean-Marie Koffi Ewonoulé TESSI, en présence des autorités administratives, sanitaires, traditionnelles et communautaires ainsi que des partenaires techniques et financiers aux côtés des populations fortement mobilisées.

Ouvrant la série des allocutions, le Préfet du Bas-Mono, Monsieur Kokou Amétépé SOGBO a souhaité la bienvenue aux différentes délégations avant de saluer les efforts déployés par le Gouvernement dans la lutte contre le paludisme. Il a appelé les communautés à adopter davantage de bonnes pratiques d'hygiène et de prévention afin de contribuer efficacement à la réduction des cas.

Intervenant à son tour, le représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Dr Hamadou NOUHOU, a félicité le Gouvernement to-



golais pour les progrès enregistrés dans la prévention et la prise en charge du paludisme. Il a particulièrement insisté sur l'importance de l'assainissement des milieux de vie, notamment à travers l'élimination des eaux

stagnantes, le curage des caniveaux et une meilleure gestion des déchets, comme leviers essentiels de réduction de la prolifération des moustiques.

Quant au Coordonnateur du Programme National de

Lutte contre le Paludisme, Dr Abraham ATEKPE, il a rappelé les principaux enjeux liés à la prévention et à la prise en charge de la maladie. Il a notamment insisté sur l'importance du dépistage précoce, de l'utilisation correcte des moustiquaires imprégnées et de l'assainissement des milieux de vie comme moyens essentiels pour réduire durablement les cas de paludisme au sein des communautés.

Dans son allocution de lancement de la journée, le Ministre Jean-Marie Koffi Ewonoulé TESSI a rendu hommage au Président du Conseil, son Excellence Président Faure Essozimna GNASSINGBE, pour les efforts consentis par le Gouvernement sous son leadership dans le renforcement de la lutte contre le paludisme, notamment à travers la gratuité des tests de diagnostic

rapide et des médicaments pour le paludisme simple. Le Ministre a réaffirmé la nécessité d'une forte mobilisation communautaire et d'un engagement collectif en faveur de l'assainissement des cadres de vie afin de limiter le développement des gîtes larvaires.

Le Ministre a lui-même pris part aux travaux de nettoyage, traduisant l'engagement du Gouvernement à promouvoir des actions concrètes de prévention du paludisme.

En marge de l'événement, le Ministre a également effectué une visite dans certains centres de santé notamment au Centre Médico-Social Hounsiafia, au Centre COVID d'Aného, à la Direction préfectorale des Lacs, afin de s'enquérir des conditions de fonctionnement des structures sanitaires et d'encourager le personnel soignant dans ses efforts pour l'amélioration de la prise en charge des populations.

Journées FIFA

Patrice Neveu dévoile ses pré-convocations pour le stage de juin au Maroc

Dans le cadre des prochaines journées FIFA du mois de juin, le sélectionneur national des Éperviers, Patrice Neveu, a transmis les pré-convocations aux joueurs susceptibles de prendre part au prochain rassemblement de la sélection nationale.

En vue de préparer les éliminatoires de la CAN 2027, les Éperviers effectueront un stage de préparation au Maroc du 29 mai au 9 juin 2026. Ce regroupement sera ponctué par deux rencontres internationales amicales qui permettront au staff technique d'évaluer l'état de forme du groupe et de poursuivre la mise en place de son projet sportif.

Les courriers de pré-convocation ont été adressés aux différents clubs des joueurs concernés afin de les informer de leur éventuelle mise à disposition pour cette fenêtre internationale. La liste définitive des joueurs rete-

nus sera dévoilée dans les prochains jours lors d'une conférence de presse du sélectionneur national.

Ce nouveau stage s'inscrit dans la continuité du travail engagé lors du précédent regroupement au Maroc, au cours duquel la sélection togolaise avait affiché des signaux encourageants avec un match nul (2-2) face à la Guinée et une victoire (1-0) contre le Niger.

Le technicien français entend ainsi profiter de cette nouvelle fenêtre FIFA pour renforcer les automatismes du groupe et affiner les réglages avant les prochaines échéances continentales qui



démarreront en septembre.

Voici la liste des joueurs pré-convocés :

GARDIENS

Steven Mensah (VFB Oldenburg – Allemagne); Malcolm Barcola (Ittihad Riadi de Tanger – Maroc); Achirafou Yaya (AFAD – Côte d'Ivoire); Mensah Ekoue (ASKC – Togo).

DÉFENSEURS

Josue Homawoo (Standard de Liège – Belgique); Kennedy Boateng (Dinamo Bucarest – Roumanie); Steven Nador (Modena FC – Italie); Kevin Boma (Estoril Praia – Portugal); Gustave Akueson (SC Bastia – France); Abdoul-Sabourh Bode (Stade Malien – Mali); Sharani Zuberu (Slovan Bratislava – Slovaquie); Pierre Nadjombe

(Alemania Aachen – Allemagne); Henri Koudossou (Nurnberg – Allemagne); Izak Akakpo (FC Lorient – France).

MILIEUX

Dakonam Djene (Getafe – Espagne); Faad Sana (NS Mura – Slovaquie); Kodjo Aziangbe (Shanghai Port FC – Chine); Dermame Karim (FC Lorient – France); Dikeni Salifou (Malines – Belgique); Roger Ahoulou (Al Ittihad SC – Libye); Samsindin Ouro (Dunajska Streda – Slovaquie); Sadiq Fofana (Lecce – Italie); Bastou Djibril (AS Gbohloesu – Togo).

ATTAQUANTS

Kevin Denkey (FC Cincinnati – USA); Charles Abi (Valenciennes – France); Idjessi Metsoko (Trnava – Slovaquie); Thibault Klidje (Randers FC – Danemark); Kodjo Fodoh Laba (Al Ain – EAU); Khaled Narey (Al Okhdood – Arabie saoudite).

superamco
Les courses faciles

Rayva débarque !

Votre nouvelle boisson rafraîchissante est enfin disponible.


~~700 Fcfa**~~

450 Fcfa*



Disponible dans vos superamco

*Prix d'introduction
**Prix normal

  superamcotg